ACTION VIVRE ENSEMBLE

Contre la pauvreté, je choisis la SOLIDARITÉ !

© F. Pauwels/Collectif HUMA

© F. Pauwels/Collectif HUMA

RAPPORT ANNUEL 2022

© D. Servais

www.vivre-ensemble.be

Le mot de la Secrétaire générale et du Président

La guerre en Ukraine, l'afflux de personnes réfugiées d'Ukraine en Europe, **les conséquences de ce conflit, entre autres sur les prix de l'énergie et sur ceux de l'alimentation, ont marqué l'année 2022**. On ne peut que souligner le formidable élan de solidarité des citoyen·nes comme des autorités. Action Vivre Ensemble a rappelé au long de l'année écoulée que **toutes les personnes réfugiées ne reçoivent pas le même accueil positif.**

Les crises sanitaire et énergétique ainsi que l'inflation à deux chiffres ont mis en lumière en le rendant plus aigu un constat qui nous occupe depuis un moment : **les personnes les plus précaires ont été les plus touchées. Tous les acteurs de terrain le constatent** : chaque jour, des personnes viennent s'ajouter à la longue liste de celles et ceux qui ne s'en sortent plus. **Les victimes de la précarité sont toujours les mêmes mais le noyau dur s'est encore étendu :** des étudiant·es, des travailleurs et travailleuses à temps partiel, ceux et celles des économies de plateformes (économie digitale), toujours plus de familles monoparentales… la liste des personnes appauvries s'allonge. **600.000 personnes sont aujourd'hui concernées par l'aide alimentaire**, elles étaient 450.000 en 2019. Un sujet préoccupant qui a fait l'objet de notre campagne annuelle de solidarité.

Accompagner les personnes les plus fragilisées, les plus précarisées à se mettre debout, à relever la tête, à retrouver espoir et dignité, telle est la mission de toutes les associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion soutenues par Action Vivre Ensemble en Wallonie et à Bruxelles. **Nous avons apporté un coup de pouce à 112 formidables projets locaux au plus près des besoins des personnes appauvries**. Et nous aimons rappeler aussi que ce qui se construit dans ces associations va bien au-delà de l'aide matérielle et/ou administrative.

En effet, **lutter contre la pauvreté**, c'est aussi essayer, ensemble, de mieux se rendre compte de ce qu'elle implique au quotidien dans la vie de celles et ceux qui la subissent, de comprendre les mécanismes qui la provoquent pour **mieux mobiliser notre puissance d'agir de citoyen et citoyenne.** C'est le but de l'éducation permanente, une des missions d'Action Vivre Ensemble : faire réfléchir aux mécanismes qui créent la pauvreté et qui font qu'elle se perpétue. **Faire voir, apprendre à juger, pour agir.** Cette mission se réalise notamment au travers de nos analyses et animations proposées par nos équipes de volontaires et salarié·es sur le terrain. Certaines de ces activités trouvent un écho dans ce rapport.

Merci d'avoir été à nos côtés pour donner une réelle chance à ce vivre-ensemble.

Action Vivre Ensemble est une ASBL catholique de solidarité. Depuis 1970, elle mène à bien trois missions indissociables contre l'injustice et la pauvreté en Wallonie et à Bruxelles : soutenir les acteurs et actrices de changement, faire évoluer les mentalités et agir sur les décisions politiques. Son objectif : promouvoir la solidarité avec les personnes en situation de pauvreté.

Christian Valenduc, président
et **Axelle Fischer,** secrétaire générale

Programme de lutte contre la pauvreté

© Amonsoli

Inondations historiques en Wallonie : poursuite de notre appui

En juillet 2021, la Wallonie est touchée par des inondations historiques, la province de Liège est particulièrement impactée. Certaines associations qui luttent en première ligne contre la pauvreté sont directement touchées, parfois de manière catastrophique. Pour beaucoup d'entre elles, il a fallu des mois pour faire l'inventaire des dégâts, contacter les assurances, établir leur plan de reconstruction. Action Vivre Ensemble a maintenu son appui sur l'année 2022 pour une somme de **56.000 euros à sept ASBL.** Parmi celles-ci, l'ASBL Amonsoli, à Verviers.

© Amonsoli

© Amonsoli

© Amonsoli

L'asbl Amonsoli, à Verviers

À côté d'une école de devoirs et d'un atelier à la parentalité, Amonsoli a voulu se mobiliser autour du logement pour des jeunes en très grande difficulté. Tout de suite, la volonté de rouvrir le plus vite possible les activités pour les plus petits et de chercher des solutions à la très grande demande de logement est présente. Celle-ci a pris encore plus d'ampleur avec tous les logements sinistrés.

L'acquisition d'un bâtiment - grâce à un prêt de l'organisme de crédit solidaire Crédal - et la rénovation des lieux permettront à 45 jeunes d'être bientôt hébergés dans une structure divisée en plusieurs appartements. **Les chambres collectives** ont déjà reçu les lits superposés et les cuisines ont été posées.

Tous ces projets prouvent la formidable force des acteurs locaux de proximité au sein d'un tissu associatif très riche et mobilisé. Merci d'avoir été à leurs côtés.

Analyse à lire
Inondations et pauvreté.
Des sinistres qui se superposent.

Pascale Urbain, au centre, a fondé l'ASBL Brise le silence.

Soutien à des projets triennaux

Action Vivre Ensemble soutient sur une base triennale 12 projets pour des montants un peu plus importants. Parmi ces ASBL appuyées, Brise le silence, à Mons. Action Vivre Ensemble soutient la création de son nouveau module de formation à la « pair-aidance ».

Brise le silence

L'association Brise le silence (BLS) fait figure de pionnière : menée par des femmes résilientes, elles-mêmes victimes de violences sexuelles, physiques et/ou psychologiques dans le passé, BLS fait **le pari de la pair-aidance, un cas unique dans ce secteur.**

« Bienvenue à toutes et tous pour briser le silence et exprimer votre souffrance liée à des violences sexuelles, physiques et psychologiques. Ne restez pas seul(e) avec cette souffrance ! » Voici les mots que l'on peut lire sur la page d'accueil du site internet de l'association. *« J'ai été victime de violences sexuelles lorsque j'étais à l'école primaire. À l'époque, le sujet était très tabou. Lorsque je suis sortie du déni et que j'ai eu le courage d'en parler, il était trop tard. Il y avait prescription. Après un long parcours du combattant, grâce à diverses thérapies, j'ai appris à 'vivre avec'.* ***Sortir du silence a été libérateur*** », confie Pascale Urbain, la fondatrice de l'association, qui s'est formée à la psycho-traumatologie et à la victimologie au fil des années afin de pouvoir accompagner au mieux les personnes qui se réfugient à BLS.

Pour faire vivre cette mission, **l'équipe de volontaires** de BLS (16 au total) se veut solide et **pluridisciplinaire** : psychologues, victimologues, art-thérapeutes, éducatrices, animatrices brevetées, gynécologues, juristes ou encore personnes ayant acquis de l'expérience par un parcours de vie que l'on appelle expertes du vécu.

Expertes du vécu

« *J'étais dans une prison invisible pour les autres, envahie par la honte et la culpabilité, la perte de confiance en soi et d'estime de soi. Sous les menaces et par peur de ne pas être crue, j'avais besoin d'être accueillie, écoutée, entendue, respectée et protégée.* »

> « J'avais besoin d'être accueillie, écoutée, entendue (...) »

Le temps consacré à recevoir les personnes victimes de violences pour **écouter leurs maux, leur histoire, est crucial.** Il est le point de départ **pour enclencher la suite, la « vie d'après »** : dépôt de plainte, rendez-vous médical pour constater les violences subies, mise à l'abri dans un logement de transit ou en maison d'accueil,

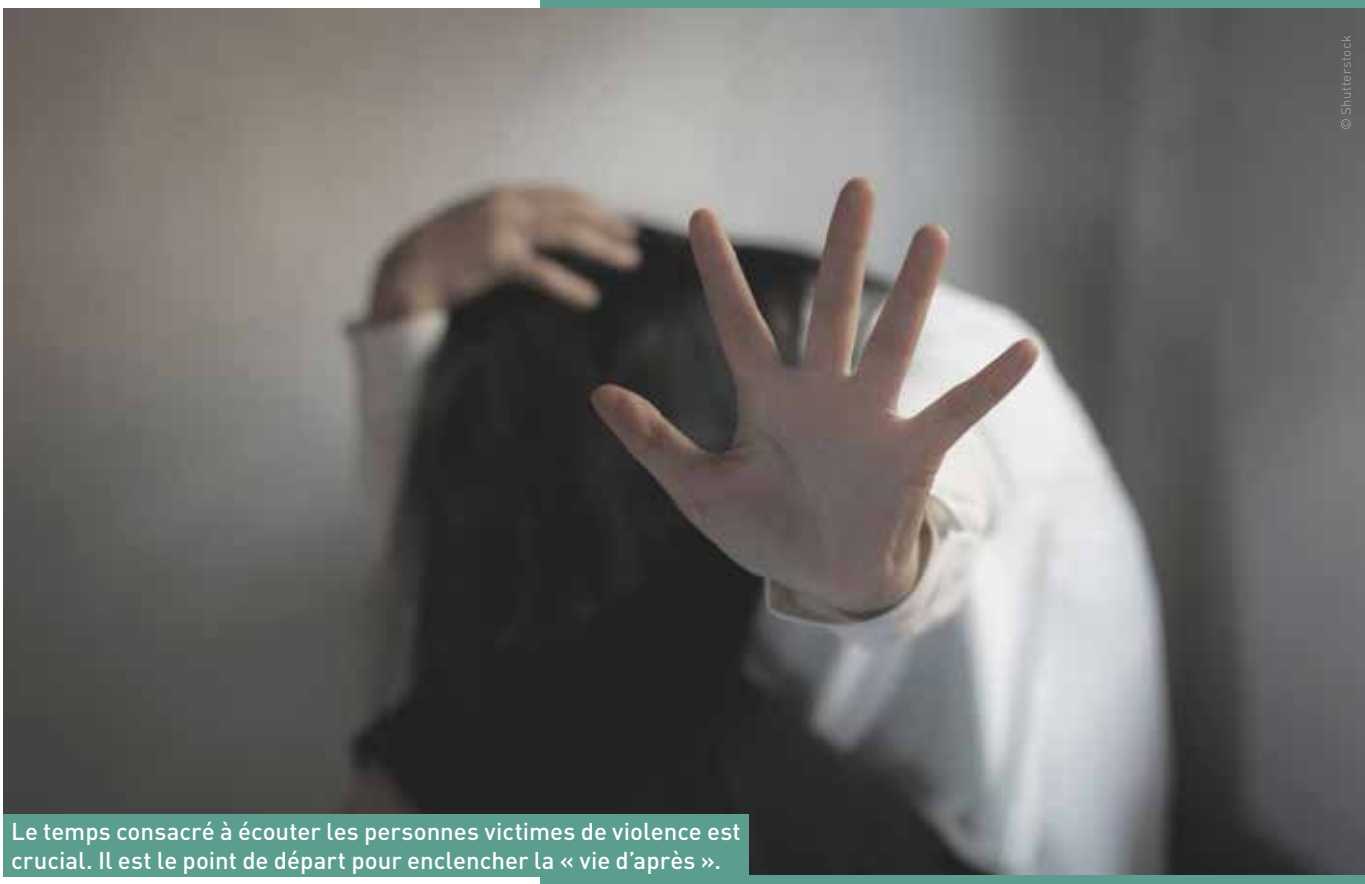
démarrage d'une thérapie… Les volontaires de l'association orientent les personnes **vers des structures spécialisées qui peuvent les accompagner dans leur démarche** : maison médico-sociale, conseillers juridiques, etc.

BLS accompagne également les victimes de violences par l'expression : groupes de parole, ateliers d'écriture, ateliers théâtre, ateliers créatifs. L'ASBL intervient enfin dans la **sensibilisation lors de formations et d'animations pour des professionnels** du secteur psycho-médico-social et de la santé mentale. Éducateurs, conseilleurs conjugaux, infirmiers, policiers, médecins généralistes, gynécologues, psychiatres sont autant de personnes formées pour accueillir la parole des victimes dans le respect de leur souffrance.

Pionnières de la « pair-aidance »

« En 2015, j'ai été victime de violences. À la recherche d'une aide, j'ai appelé SOS Viol qui… ne m'a jamais rappelée. J'ai trouvé Brise le silence sur internet, j'ai appelé et je suis tombée sur Pascale qui, immédiatement, m'a écoutée et proposé de venir. ***Entourée de pairs qui me comprennent, je me suis enfin sentie écoutée et vivante.*** *»* Depuis, Ingrid Poetter n'a plus quitté BLS. Comme volontaire, puis aujourd'hui comme employée, elle est une des chargées de projet et pair-aidante de BLS.

Elle détaille la méthodologie : *« On a constitué des binômes. La travailleuse sociale apporte un cadre dans la rencontre alors que* ***la pair-aidante raconte son propre parcours de vie.*** *Il n'y a plus la peur d'être face à une thérapeute qui n'a pas vécu la même chose. Il y a quelque chose qui se passe dans ces rencontres qui créent un lien de confiance immédiat. Comme ancienne victime, nous pouvons partager notre vécu aux personnes qui viennent nous voir, ce que nous avons mis en place pour aller mieux, les difficultés…* ***Cela porte ses fruits****, on l'observe par les retours, les remerciements, les messages, la resocialisation. »*



© Shutterstock

Le temps consacré à écouter les personnes victimes de violence est crucial. Il est le point de départ pour enclencher la « vie d'après ».

Aide alimentaire

© Frank Toussaint

Les Capucines

Épicerie sociale à Bruxelles

Dans le quartier des Marolles, l'ASBL Les Capucines a mis en place un nouveau dispositif **« courses pour tous » ou « courses parrainées solidaires »** soutenu par Action Vivre Ensemble. Il a vu le jour pour répondre à la situation de plus en plus compliquée de nombre de Bruxellois et Bruxelloises qui n'avaient plus de budget suffisant pour faire leurs courses. **Une trentaine de familles, prioritairement monoparentales, en bénéficient.**

Émilie Many, la directrice, en explique la genèse : *« Nous avons démarré ce projet en 2020 parce nous constations qu'une aide gratuite était indispensable pour le quartier et que les gens ne se retrouvaient pas dans les colis. De plus, par notre épicerie sociale, nous savions qu'être client, cliente du magasin est une expérience valorisante pour les personnes : ce sentiment de* ***pouvoir choisir ses produits****, de redonner des couleurs à son frigo plutôt que d'y mettre des produits blancs, de se demander ce qu'on a envie de manger ce soir ou demain, c'est* ***une façon de retrouver de la dignité.*** *Avec des colis, on ne mange pas ce qu'on a envie et c'est source de gaspillage et de conflits dans la famille. »*

Le P'tit maga

Le choix, ça change tout

À Braine-l'Alleud, en 2004, quelques personnes de la paroisse ont commencé à distribuer des colis alimentaires. Quelques années plus tard, elles ont eu envie de créer **une épicerie sociale**. *« On a trouvé,* explique Agnès, volontaire du P'tit maga, *qu'à côté des invendus distribués gratuitement, c'était mieux de donner aux gens* ***la possibilité d'acheter des aliments à moitié prix*** *avec cette opportunité de les choisir en fonction de leurs goûts, de leur culture. »*

Avec le temps, la permanence du jeudi matin est devenue **un lieu d'accueil convivial** où il fait bon se retrouver autour d'une tasse de café et d'un petit déjeuner offert par quelques boulangeries de Braine et deux grandes surfaces. **C'est un lieu d'écoute, d'échanges, de soutien, d'encouragements**.

Retrouvez les volontaires et les bénéficiaires du P'tit maga au cœur de **la capsule vidéo de campagne d'Action Vivre Ensemble sur notre chaîne YouTube.**

Une capsule vidéo *Changer le pansement ou penser le changement ?* a été réalisée avec l'asbl Média Animation.

Un canevas d'animation a permis à nos volontaires et personnes-relais proches (partenaires paroissiaux et associatifs) d'utiliser la capsule dans des débats et échanges organisés directement par eux.

L'objectif principal de la capsule est de **sensibiliser le grand public aux nombreux enjeux liés à l'aide alimentaire.** Au travers de cette thématique, nous voulons poser un regard critique sur notre modèle de société capitaliste et les conséquences écologiques, sociales, économiques et autres de ce modèle basé sur la croissance économique.

Cofamon

Le rayon de soleil des mamans et… papas solos

À Villers-l'Évêque, près de Liège, à la maison Cofamon (Collectif des familles monoparentales), **une aide alimentaire** est distribuée, un mercredi sur deux, **à des familles monoparentales**.

Il y a 6 ans, Marie-Claire Mvumbi a créé cette structure qu'elle revendique comme unique en Belgique. *« Il y a de multiples associations*, dit-elle, *mais aucune qui fasse de l'aide à destination exclusive des familles monoparentales. Or, **le besoin est énorme** : nous avons 6000 bénéficiaires (1500 familles avec 4500 enfants) dont un bon nombre donne un coup de main à l'ASBL. »*

La principale revendication de l'ASBL est la création d'un statut de famille monoparentale dans un cadre juridique reconnu, comme cela existe pour les familles nombreuses. Une famille sur trois est monoparentale, tout le monde en connaît autour de soi. Tous les chiffres démontrent que cette situation accroît les risques de précarité. Pourtant, si les mamans et les papas solos travaillent, ils et elles n'ont quasiment droit à aucune aide.

À côté de l'aide alimentaire, il faut aussi citer **la boutique Cofamon** dans le centre de Liège, qui a pour but de permettre aux familles de refaire gratuitement les garde-robes de leurs enfants à chaque rentrée scolaire. **Et le « plan hiver Cofamon »** qu'explique la directrice : « *Nous collectons toute l'année des couettes, des radiateurs ou des sacs de pellets que nous distribuons à celles et ceux qui en ont besoin au début de l'hiver. On a aujourd'hui des gens qui vivent dans des logements sociaux sans chauffage installé, d'autres dont le chauffage est en panne, d'autres qui ne peuvent faire le plein de leur cuve à mazout parce que c'est trop cher.* »

La campagne d'Avent : faim de justice sociale !

Depuis une vingtaine d'années, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire en Belgique ne cesse d'augmenter. Selon la Concertation aide alimentaire, environ 600.000 personnes seraient aujourd'hui concernées, contre 450.000 en 2019. La crise sanitaire a vu grandir les besoins et la situation ne risque pas de s'améliorer au regard de l'augmentation des coûts de l'énergie, de l'inflation actuelles. Cette précarité alimentaire reflète l'appauvrissement d'une partie croissante de la population.

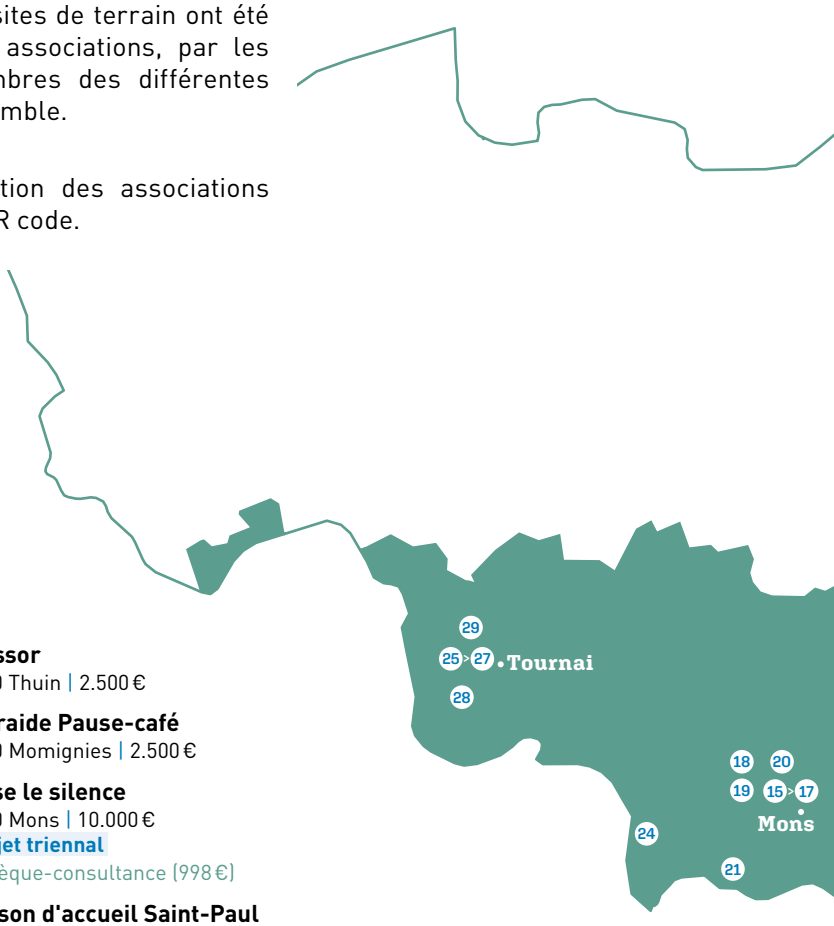
La campagne d'Avent 2022 d'Action Vivre Ensemble a interrogé les politiques d'aide alimentaire : il ne s'agit évidemment pas de remettre en question la nécessité de ce qui existe mais d'**insister sur la nécessité de solutions structurelles.** Comme toute aide humanitaire, l'aide alimentaire ne constitue pas une solution durable et n'offre aucune perspective à ses bénéficiaires. Voir notre étude *L'aide alimentaire. Un panier d'émotions* (page 13).

Cette année, **112 associations de lutte contre la pauvreté de Bruxelles et de Wallonie ont été soutenues** par les dons de l'Avent solidaire.

114 projets de lutte contre la pauvreté

En 2022, 114 projets de lutte contre la pauvreté en Wallonie et à Bruxelles ont reçu le soutien d'Action Vivre Ensemble. 150 dossiers ont été analysés et plus de 100 visites de terrain ont été réalisées entre avril et juin, auprès des associations, par les permanent·es et les 60 volontaires membres des différentes commissions régionales d'Action Vivre Ensemble.

Retrouvez une brève description des associations soutenues en flashant sur le QR code.

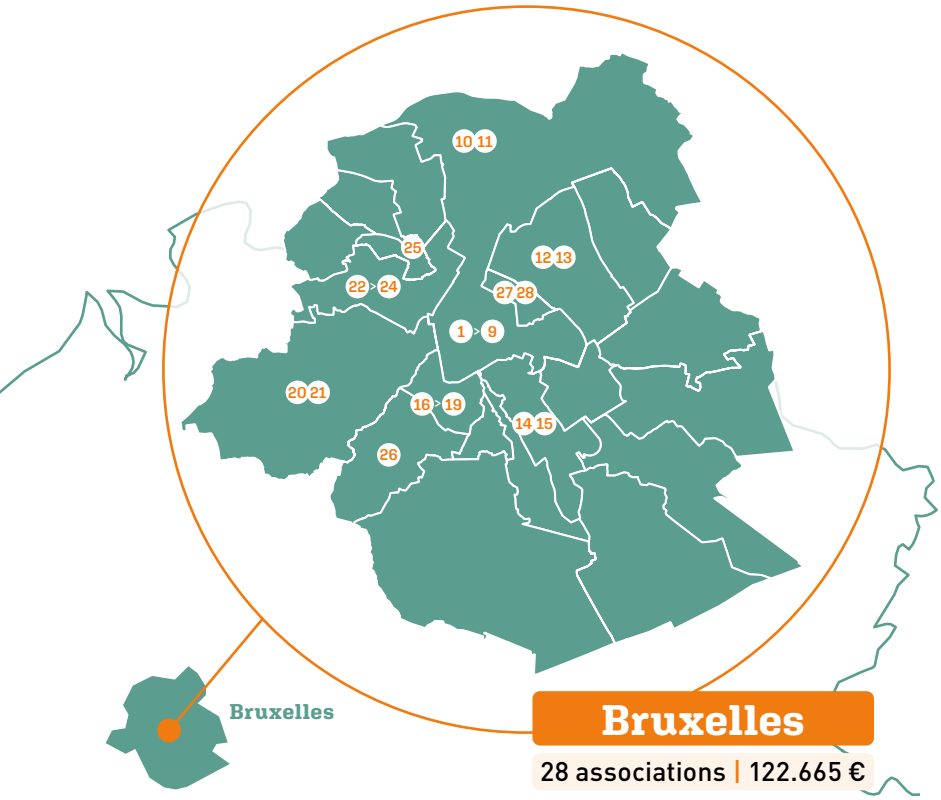


Hainaut

29 associations | 120.998 €

1. **Solidarités Nouvelles**
   6000 Charleroi | 2.500 €
2. **TEP**
   6001 Marcinelle | 10.000 €
   Projet triennal
3. **Belle Africa**
   6020 Dampremy | 1.900 €
4. **GIRB**
   6030 Marchienne-au-Pont | 2.500 €
5. **La Maison ouverte**
   6030 Marchienne-au-Pont | 5.000 €
6. **St-Vincent-de-Paul La Docherie**
   6030 Marchienne-au-Pont | 5.000 €
7. **Château Mondron**
   6040 Jumet | 5.000 €
8. **COCAD**
   6061 Montignies-sur-Sambre | 5.000 €
9. **Les Motivés**
   6182 Souvret | 4.300 €
10. **St-Vincent-de-Paul St-Mutien-Marie**
    6210 Villers-Perwin | 2.200 €
11. **VCAF**
    6220 Fleurus | 5.000 €
12. **AMO Oxyjeune**
    6470 Rance | 2.500 €
13. **L'Essor**
    6530 Thuin | 2.500 €
14. **Entraide Pause-café**
    6590 Momignies | 2.500 €
15. **Brise le silence**
    7000 Mons | 10.000 €
    Projet triennal
    + chèque-consultance (998 €)
16. **Maison d'accueil Saint-Paul**
    7000 Mons | 5.000 €
17. **Pourquoi pas toi**
    7000 Mons | 3.400 €
18. **Entraide de Ghlin**
    7011 Ghlin | 5.000 €
19. **Sercom**
    7012 Jemappes | 5.000 €
20. **Écoles des devoirs Reine Astrid**
    7020 Nimy | 4.000 €
21. **Compagnons dépanneurs**
    7080 Frameries | 3.000 €
22. **GEB**
    7090 Braine-le-Comte | 3.000 €
23. **Les P'tits Câlins**
    7100 La Louvière | 5.000 €
24. **Resto du Cœur de Quiévrain Antenne Honnelles**
    7380 Quiévrain | 5.000 €
25. **Braséro**
    7500 Tournai | 5.000 €
26. **La Maison des familles**
    7500 Tournai | 2.500 €
27. **L'Étape**
    7500 Tournai | 5.000 €
    Projet triennal
28. **Empathiclown**
    7521 Chercq | 2.000 €
29. **L'Espérance**
    7540 Kain | 1.200 €

Chèque-consultance : chèque attribué pour disposer d'une mini-consultance technique et stratégique auprès d'une agence-conseil en économie sociale (comptabilité, financement, stratégie, etc.)



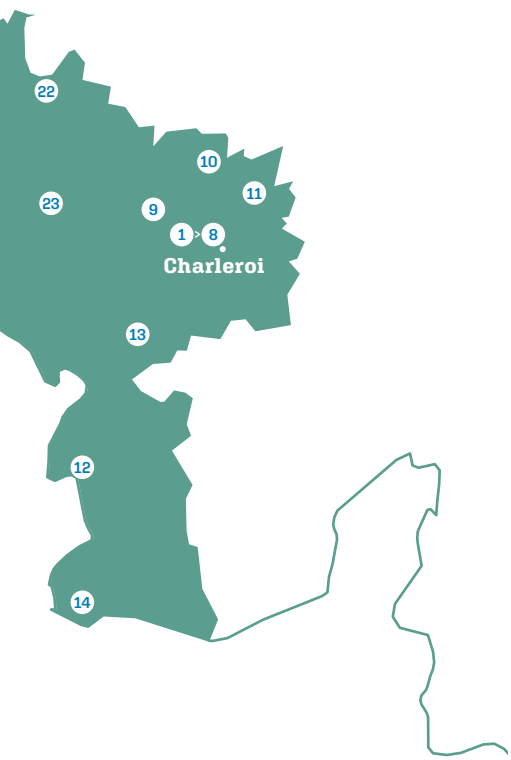
Projets nationaux

2 associations | 9.979 €

1. **Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP)** | 7.000 €
2. **BePax** | 2.979 €

Bruxelles

28 associations | 122.665 €



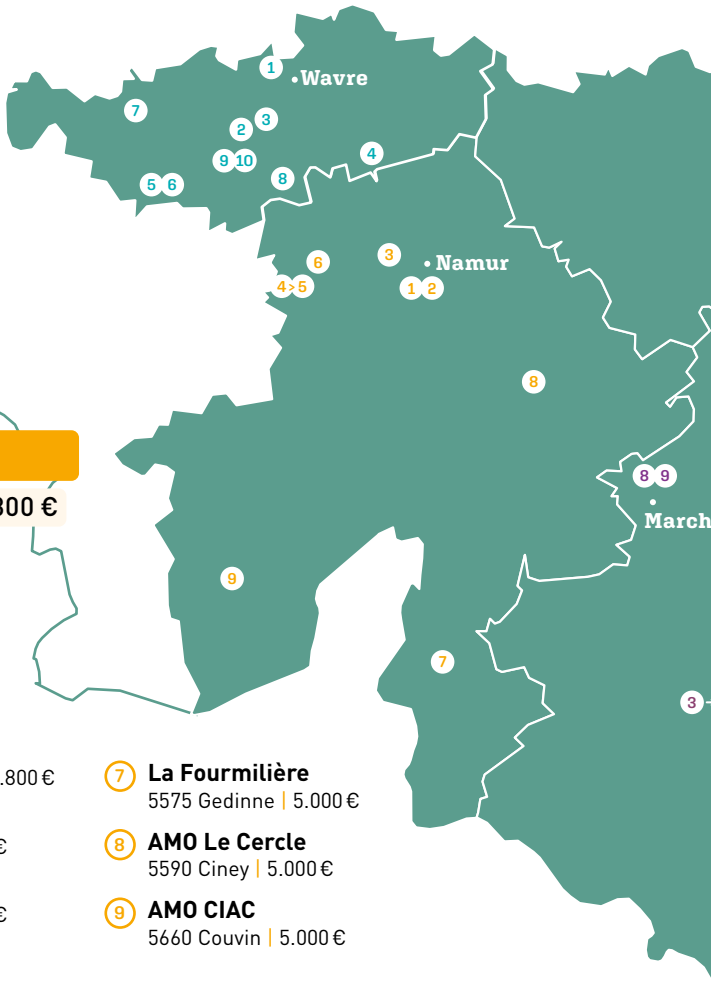
1. **Adra Belgium**
   1000 Bruxelles | 5.000 €
2. **Équipes Populaires Bruxelles**
   1000 Bruxelles | 1.500 €
3. **Épée (Espace populaire d'expression et d'éducation)**
   1000 Bruxelles | 5.000 €
4. **Formosa**
   1000 Bruxelles | 5.000 €
5. **Les Capucines**
   1000 Bruxelles | 5.000 €
6. **Oasis Belgium**
   1000 Bruxelles | 5.000 €
7. **Œuvres sociales de l'Armée du Salut**
   1000 Bruxelles | 4.000 €
8. **Rom en Rom**
   1000 Bruxelles | 5.000 €
9. **Pierre d'Angle**
   1000 Bruxelles | 4.000 €
10. **Entraide Ste-Cécile**
    1020 Laeken | 4.850 €
11. **Raiz Mirim**
    1020 Laeken | 4.000 €
12. **Bakayaro**
    1030 Schaerbeek | 2.275 €
13. **Plouf, wascafé-wasserette**
    1030 Schaerbeek | 5.000 €
14. **Autrement Dit**
    1050 Ixelles | 5.000 €
15. **Collectif Umoya**
    1050 Ixelles | 4.000 €
16. **Cuisines de quartier**
    1060 Saint-Gilles |
    Chèque-consultance (665 €)
17. **Entraide de St-Gilles**
    1060 Saint-Gilles | 2.275 €
18. **Maison Babel**
    1060 Saint-Gilles | 7.000 €
    Projet triennal
19. **Rafaël**
    1060 Saint-Gilles | 5.000 €
20. **Macadam**
    1070 Anderlecht | 5.000 €
21. **Service social de Cureghem**
    1070 Anderlecht | 2.000 €
22. **Constats**
    1080 Molenbeek-Saint-Jean | 10.000 €
    Projet triennal
23. **Porte Verte Éducation**
    1080 Molenbeek-Saint-Jean | 5.000 €
24. **Ras El Hanout**
    1080 Molenbeek-Saint-Jean | 4.000 €
25. **Tchaï**
    1081 Koekelberg | 5.000 €
26. **Bulle**
    1190 Forest | 3.800 €
27. **Annahl**
    1210 Saint-Josse-Ten-Noode | 3.300 €
28. **Fruitcollect**
    1210 Saint-Josse-Ten-Noode | 5.000 €

© F. Pauwels/Collectif HUMA

Brabant wallon

10 associations | 38.089 €

1. **Étincelle**
   1300 Limal | 5.000 €
2. **Génération Espoir**
   1340 Ottignies | 4.000 €
3. **Go & Do**
   1342 Limelette | 4.000 €
4. **L'Hirondelle**
   1360 Perwez | 5.000 €
5. **L'Ouvre-boîtes**
   1400 Nivelles | 3.000 €
6. **CRIBW**
   1400 Nivelles | 5.000 €
7. **Équipe sociale de Braine-l'Alleud**
   1420 Braine-l'Alleud | 1.000 €
8. **Hope project**
   1450 Chastre | 2.650 €
   + chèque-consultance (609 €)
9. **La Tchafouille**
   1490 Court-St-Etienne | 3.000 €
10. **Agricovert**
    1490 Court-St-Etienne | 4.830 €



Namur

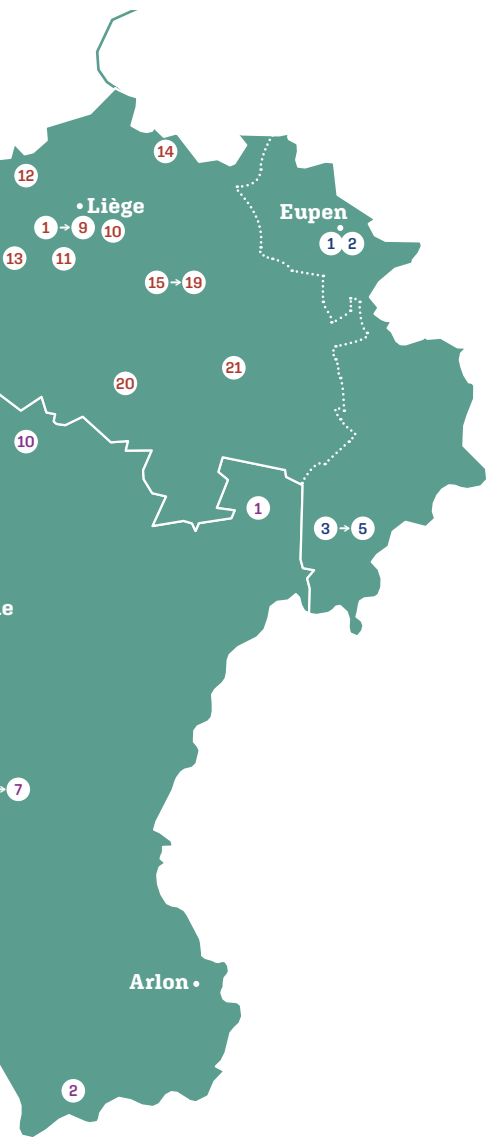
9 associations | 45.300 €

1. **Coquelicot**
   5000 Namur | 7.000 €
   Projet triennal
2. **CSS Namur**
   5000 Namur | 3.000 €
3. **CAI**
   5002 Saint-Servais | 3.800 €
4. **Brillo**
   5060 Auvelais | 5.000 €
5. **Gabs**
   5060 Auvelais | 7.000 €
   Projet triennal
6. **Nez coiffés**
   5190 Jemeppe-sur-Sambre | 4.500 €
7. **La Fourmilière**
   5575 Gedinne | 5.000 €
8. **AMO Le Cercle**
   5590 Ciney | 5.000 €
9. **AMO CIAC**
   5660 Couvin | 5.000 €

Liège

21 associations | 99.678 €

1. **AEDL (Association des écoles de devoirs en province de Liège)**
   4000 Liège | 5.000 €
2. **Alternatives**
   4000 Liège | 5.000 €
3. **Cap Migrants**
   4000 Liège | 5.000 €
4. **CLSS Centre liégeois de service social**
   4000 Liège | 5.000 €
5. **Eclosia**
   4000 Liège | 3.000 €
6. **Interra**
   4000 Liège | 7.000 €
   Projet triennal
7. **Petitgrand**
   4000 Liège | 5.000 €
8. **Point d'appui**
   4000 Liège | 4.000 €
9. **Tabane**
   4000 Liège | 5.000 €
10. **Reviviscence**
    4030 Grivegnée | 5.000 €
11. **Rev'Elles**
    4100 Seraing |
    Chèque-consultance (678 €)
12. **COFAMON (Collectif des familles monoparentales)**
    4340 Villers-l'Évêque | 5.000 €
13. **Laméa**
    4420 Saint-Nicolas | 5.000 €
14. **Saint Vincent-de-Paul Visé Basse-Meuse**
    4647 Mortroux | 3.000 €
15. **AMONSOLI**
    4800 Verviers | 2.000 €
16. **Éducation pour tous**
    4800 Verviers | 5.000 €
17. **Espace 28**
    4800 Verviers | 5.000 €
18. **Illettrisme Osons en parler**
    4800 Verviers | 5.000 €
19. **La Belle Diversité**
    4800 Verviers | 8.000 €
    Projet triennal
20. **La Teignouse**
    4920 Aywaille | 5.000 €
21. **Couleur Café**
    4960 Malmedy | 7.000 €
    Projet triennal



Région germanophone

5 associations | 18.680 €

1. **Ephata**
   4700 Eupen | 4.380 €
2. **Viertelhaus Cardijn**
   4700 Eupen | 5.000 €
   Projet triennal
3. **Fahrmit**
   4780 Sankt Vith | 1.600 €
4. **Patchwork**
   4780 Sankt Vith | 3.200 €
5. **Wohnraum für Alle**
   4780 Sankt Vith | 4.500 €

Luxembourg

10 associations | 33.375 €

1. **Jardin collectif de Vielsalm**
   6690 Vielsalm | 3.000 €
2. **Soleil du cœur**
   6760 Gomery | 5.000 €
3. **Afric Ardenne**
   6800 Libramont-Chevigny |
   Chèque-consultance (375 €)
4. **AMO Inter-Actions**
   6800 Libramont | 3.500 €
5. **Banalbois**
   6800 Libramont | 3.000 €
6. **CINL**
   6800 Libramont | 3.500 €
7. **Crilux**
   6800 Libramont | 3.000 €
8. **Mic'ados**
   6900 Marche-en-Famenne | 5.000 €
   Projet triennal
9. **Li Mohon**
   6900 Marche-en-Famenne | 4.000 €
10. **Les p'tits dons de pétillons**
    6940 Barvaux-sur-Ourthe | 3.000 €

Éducation permanente

RECHERCHE PARTICIPATIVE

Changer de pansement ou penser le changement ?

Tel est le titre de **la recherche participative sur la pauvreté publiée par Action Vivre Ensemble** autour de la question de la pauvreté. Au-delà du sujet, cette étude constituait assurément une grande première dans sa méthodologie puisque cette « recherche participative » est **le résultat d'un travail collectif qui a réuni un groupe de dix personnes.**

La mission de départ était claire : **réfléchir à la pauvreté**, mais la méthodologie n'apparaît que progressivement. Après un premier brainstorming sur la pauvreté, les participant·es ont listé différents mots qu'ils ont classés en dix thèmes pour autant de personnes. Chacun et chacune a pu creuser un de ces thèmes selon sa sensibilité. La dernière spécificité de ce travail à vingt mains tient dans **l'écoute de quelques témoignages qui viennent ponctuer l'analyse.**

Parmi ces personnes, Isabelle Sény-Losseau et Jacques Delcourt, impliqués dans des équipes locales d'Action Vivre Ensemble et dans leur unité pastorale : *« Nous avons pu découvrir que **la pauvreté est multi-facettes.** Il n'y a pas qu'une pauvreté, il y en a plusieurs. L'autre sujet frappant, c'est **le risque, en venant en aide aux gens, de ne mettre qu'un emplâtre sur une jambe de bois**. Il faut réfléchir de manière plus structurelle à notre manière de faire par rapport à l'aide qu'on apporte. C'est bien de contribuer par des colis alimentaires, mais il faut aller plus loin. »*

L'alimentation : un droit, pas un sparadrap !

Le 30 novembre, Action Vivre Ensemble a organisé à Namur une soirée débat-témoignage autour du thème **« L'alimentation : un droit, pas un sparadrap ! »** Jean-Claude Brau, formateur au Cefoc, a accepté de relire notre étude *L'aide alimentaire, un panier d'émotions* avec le souci du terrain et des personnes en situation de précarité. Il a, entre autres, sensibilisé à la façon dont **la nourriture habite nos imaginaires et constitue un enjeu collectif et politique, en particulier pour les personnes précarisées**. Un moment passionnant qui a bien mis en lumière les nombreuses facettes de l'alimentation dans notre société.

ÉTUDE

L'aide alimentaire, un panier d'émotions

Le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire en Belgique ne cesse d'augmenter et reflète l'appauvrissement toujours croissant d'une grande partie de la population. Selon la Concertation aide alimentaire, 600.000 personnes sont aujourd'hui concernées, contre 450.000 en 2020.

L'étude d'Action Vivre Ensemble interroge la notion d'aide alimentaire. En effet, si l'aide alimentaire constitue un secours indispensable pour permettre à chacun et chacune de s'alimenter, elle reste une solution à court terme et est **le symptôme d'un système global marqué par de profondes injustices sociales et d'inégales répartitions des richesses.** Si elles sont devenues indispensables dans une vision à court terme, ces distributions alimentaires ne peuvent continuer à se transformer en solution structurelle. Comme lesautresacteursdusecteur,Action Vivre Ensemble demande un véritable changement de société qui, à l'instar de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, consacre le droit à l'alimentation au nom de la justice sociale.

L'étude a pris un parti original : celui de parcourir cette problématique comme un panier non pas alimentaire mais d'émotions. Comme **la honte éprouvée par les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire. La peur** de ne pas s'en sortir. **La colère** de voir ses droits bafoués. **La joie** de pouvoir choisir son repas. **La tristesse** de ne pas offrir de quoi manger à ses enfants. Mais aussi, in fine, expérience générée par la recherche participative auprès des volontaires de nos associations, **l'enthousiasme.** Car *« l'enthousiasme, c'est être inspiré·e, motivé·e, habité·e par une vision et une espérance ! »*

© Coquelicot

Suite à cette intervention, deux ASBL **(Coquelicot et le Cinex)** ont fait écho au thème de l'alimentation dans leurs missions quotidiennes : projet du potager du quartier Saint-Nicolas, ateliers cuisine, « P'tit kawa » du mercredi, école des devoirs… La question de l'alimentation est partout présente dans leurs missions. Un temps d'échange fort intéressant a brassé de nombreux enjeux liés à la vie dans le quartier Saint-Nicolas : réhabilitation, partenariats, liens avec la ville, santé et pauvreté.

© D. Servais

Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des Services sociaux : *« Les victimes de la précarité sont toujours les mêmes mais le noyau dur s'élargit petit à petit. »*

Les assemblées associatives

Chaque année, Action Vivre Ensemble organise **dans chaque région (Bruxelles-Brabant wallon, Namur-Luxembourg, Hainaut et Liège)** une assemblée associative afin de permettre aux associations invitées de se rencontrer et d'échanger (partage d'expériences, de leurs dynamiques d'action, etc.). Cette année, les assemblées ont rassemblé quelque 210 personnes au total.

C'est **une forme de mise en réseau** permettant aux associations de mieux se connaître, de se renforcer.

Lors des assemblées associatives, **les travailleurs sociaux, membres et/ou usagers des associations sont invités à réfléchir à leur rôle** pour que les droits des personnes soient davantage pris en compte, reconnus, respectés mais aussi aux dimensions de formation citoyenne et d'action collective menées en leur sein, à leur rôle d'acteur pour un changement social, aux interpellations qu'elles souhaiteraient voir portées en la matière. Les assemblées associatives sont aussi l'occasion pour Action Vivre Ensemble de présenter les outils créés dans le cadre de sa campagne.

Les ASBL ont notamment pu partager leurs expériences et les pistes **pour fournir une réponse plus structurelle à la précarité alimentaire**. Par exemple, au Hainaut, un débat sur le thème *Qu'est-ce que l'aide alimentaire nous dit de la société ?* a notamment eu lieu avec Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des Services sociaux, Nicolas Leonard et Aimé Césaire Mpangaje, respectivement président et directeur de la Banque alimentaire de Charleroi et du Centre. Lors de l'assemblée de Bruxelles-Brabant wallon, le film *La part des autres* (écrit et réalisé par Jean-Baptiste Delpias et Olivier Payage, qui interroge les conditions d'un accès digne pour toutes et tous à une alimentation de qualité et durable) a permis **des débats passionnants entre les associations.**

Un week-end de réflexion sur la justice climatique

Action Vivre Ensemble a organisé en mai, à Wanne, un week-end de formation inspirant, familial et convivial sur le thème *Pas de justice environnementale sans justice sociale !* Christine Mahy, présidente du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), a partagé l'importance de **penser une transition qui permet de lutter structurellement contre les inégalités en Belgique (et dans le monde).** Des propos appuyés par Nicolas Van Nuffel, président de la coalition Climat, amenant une lecture complémentaire sur l'importance de penser ces enjeux au niveau local et global (enjeux Nord-Sud). Le constat est donc partagé… En Belgique et dans le monde, les personnes plus vulnérables de nos sociétés sont les moins responsables de l'augmentation des gaz à effet de serre et les plus exposées aux conséquences du changement climatique. **Il est indispensable de changer de modèle, de penser une transition qui prend en compte les enjeux de justice sociale et de réduction des inégalités.**

Des ateliers pratiques ont émaillé le week-end : slam, herboristerie et découverte du simulateur En-ROADS (Energy-Rapid Overview and Decision-Support) qui permet aux participant·es d'un groupe de tester différentes solutions climatiques (telles que l'efficacité énergétique, la tarification du carbone, la reforestation, l'isolation des bâtiments, etc.) et d'en visualiser en temps réel les impacts sur les objectifs climatiques.

Au terme du week-end, une volonté commune : se mobiliser le 17 octobre, lors de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, avec les acteurs de la transition et, le 23 octobre, lors de la Marche pour le climat à Bruxelles, avec les acteurs de la lutte contre la pauvreté. Mais aussi, pour le RWLP et la coalition Climat, **préparer des revendications communes pour un pacte logement/énergie** qui met un accent de lutte plus structurelle contre la pauvreté.

ÉDUCATION PERMANENTE ET MÉDIAS EN CHIFFRES

- **5** analyses
- **1** étude
- **1** étude-recherche participative
- **4** **assemblées associatives** réunissant 210 personnes du secteur social
- **33** **groupes locaux** et 300 volontaires mobilisés
- **2800** personnes sensibilisées
- **498** Au total, 498 heures d'éducation permanente
- **5** **numéros de la revue *Juste Terre !*** envoyée bimensuellement à 10.000 personnes
- **10** newsletters
- **4.258.676** personnes touchées par les médias (audience cumulée, source Auxipress)

Parcours citoyen
Juste bien manger, j'y ai droit ?

À Verviers, les volontaires d'Action Vivre Ensemble ont organisé un parcours citoyen **à la rencontre d'associations soutenues** dans le cadre de l'action de lutte contre la pauvreté organisée durant l'Avent.

Une trentaine de participant·es se sont ainsi rendus à Croq'espace (Gérardchamps), à l'école de devoirs Éducation pour Tous (Hodimont), au Mouvement Personne d'Abord (centre-ville), à la Maison de Jeunes des Récollets en présence ici de représentant·es de la Voix des sans-papiers et la Belle Diversité.

Tenter d'éviter l'exclusion sociale des plus fragiles, c'est le point commun des structures rencontrées lors de ce parcours. « *Nous faisons le tour des associations qui sont soutenues cette année-ci par l'Action Vivre Ensemble. Cela nous permet d'aller à la rencontre de celles et ceux à qui va l'argent collecté, et aux associations de se rendre compte qu'elles font partie d'un réseau de solidarité.* »

Nourrir la *faim de justice sociale* (slogan de l'affiche de la campagne d'Avent), au-delà de la seule aide humanitaire, c'est **un engagement pour transformer les structures politiques et sociales.** « *Quand quelqu'un a faim, il faut d'abord lui donner à manger avant de discuter. Mais en venant dans des associations comme celles-ci, on voit qu'il y a encore tout un travail sur le fond qui peut se faire pour aider les gens à se réinsérer, à retrouver le chemin vers l'emploi et donc ne plus dépendre d'une simple aide de distribution* » concluait Jean-René Thonard, membre du groupe local Action Vivre Ensemble.

Un reportage de la télévision locale Vedia a relaté ce moment.

Solidarités et générosités

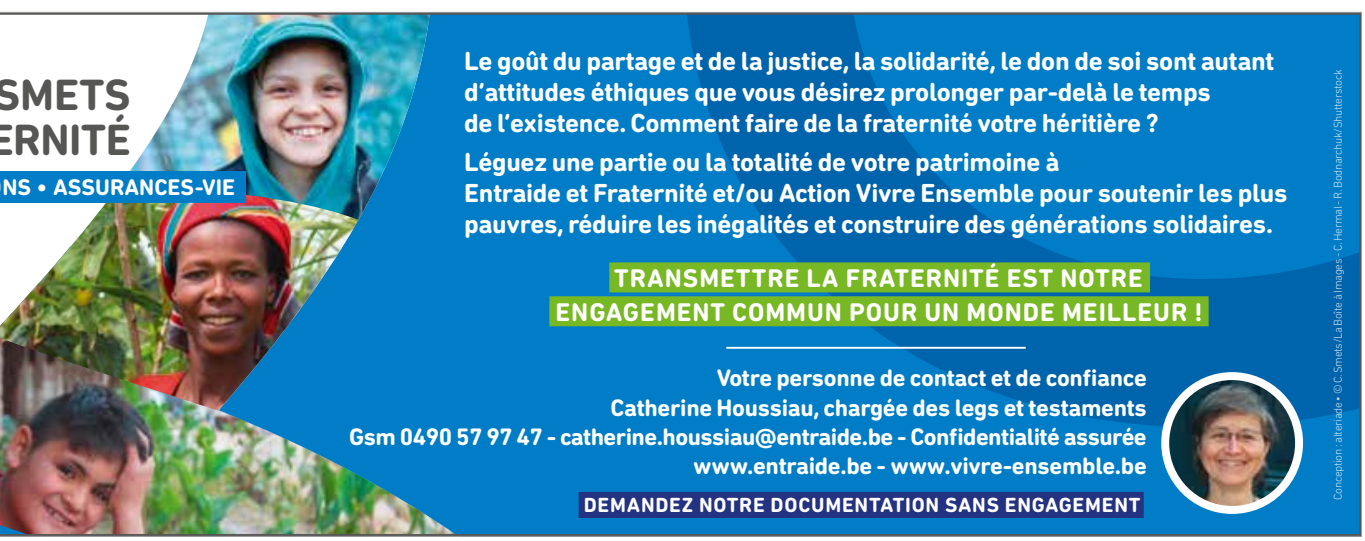
En 2022, le nombre de personnes appauvries soutenues dans les associations a augmenté de façon considérable. Elles ont, en effet, subi de plein fouet l'inflation et la crise énergétique. La solidarité n'en a été que plus essentielle.

Avec le soutien renouvelé de ses donateurs et donatrices, Action Vivre Ensemble leur a apporté un appui et un accompagnement à travers la centaine de formidables projets locaux, tous au plus près des besoins des personnes appauvries. Ce qui se construit dans ces associations va bien au-delà de l'aide matérielle et/ou administrative.

Au total, cette année, nous avons collecté 757.140 euros en dons privés (hors legs et hors collectes en paroisse). Un montant légèrement en baisse par rapport à l'année dernière mais néanmoins très généreux. Il nous a permis de poursuivre notre action et, surtout, de ne pas impacter le financement des associations que nous soutenons. Le thème de la campagne annuelle de l'Avent concernant l'aide alimentaire en Belgique a trouvé un écho favorable auprès de nos donateurs et donatrices.

Nous avons continué le soutien aux associations impactées par les inondations de 2021. Nous avons poursuivi **nos campagnes destinées à promouvoir les legs et testaments** en faveur d'Action Vivre Ensemble. Vous n'avez pas manqué de répondre présent·e à nos différents appels de solidarité.

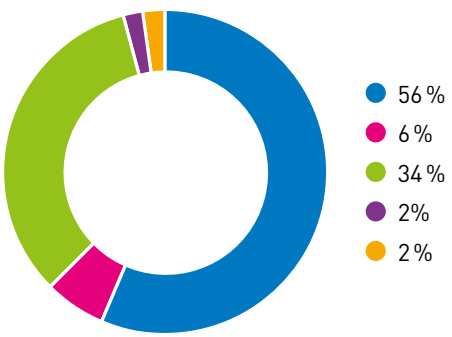
Pour votre solidarité et votre générosité, nous vous exprimons notre profonde gratitude tout en vous assurant de poursuivre au mieux notre action commune pour rendre notre monde plus solidaire et plus juste.



Les comptes

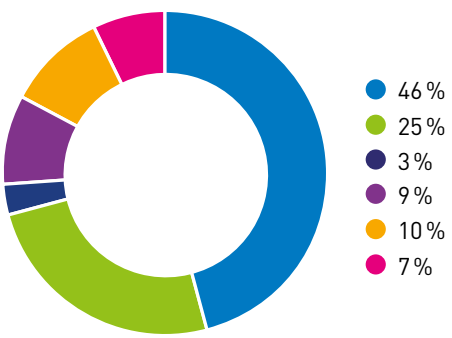
Produits

Dons privés	757.140 €
Paroisses et groupes	88.016 €
Subsides publics	456.082 €
Subsides privés	31.000 €
Legs et autres recettes	29.876 €
TOTAL	1.362.113 €



Charges

Programme lutte contre la pauvreté	679.776 €
Programme éducation	360.865 €
Programme plaidoyer	41.138 €
Communication	130.135 €
Récolte de fonds	146.149 €
Coordination et administration	107.015 €
TOTAL	1.465.078 €



Actif

Immobilisations	388.817 €
Créances	38.557 €
Disponible	1.305.816 €
TOTAL	1.733.190 €

Passif

Réserves	1.580.653 €
Dettes	152.537 €
TOTAL	1.733.190 €

Nous sommes membres de l'AERF (Association pour une éthique dans la récolte de fonds) qui garantit la transparence dans l'utilisation des dons. Nous adhérons à son code déontologique dans lequel est repris un droit à l'information.

Nos comptes et bilan sont audités et certifiés par le cabinet MAILLARD, DETHIER & CO, réviseur d'entreprises indépendant. Ils sont publiés sur le site internet de la Banque Nationale (www.bnb.be) et sur le site internet de Donorinfo, le label *Je donne en confiance* (www.donorinfo.be).

Vous les trouvez également sur notre site internet www.vivre-ensemble.be.

© F. Pauwels/Collectif HUMA

2022 a été marquée par la guerre en Ukraine et l'augmentation des prix énergétiques et alimentaires qui a creusé les inégalités en Belgique.

L'association a répondu à ces défis en renforçant ses missions et, notamment, en refinançant de manière importante les associations actives dans la lutte contre la pauvreté.

Les recettes s'établissent à 1.362.113 €. On peut noter **une belle réalisation en dons privés** (757.140 €).

Les dépenses sont principalement orientées vers le soutien aux associations de terrain (46%). Suivent les dépenses liées au travail d'éducation permanente mené en lien avec les problématiques de pauvreté et d'exclusion (25%) et par le travail de plaidoyer politique (3%). Le restant des dépenses a été affecté aux activités de communication (9%), à celles de récolte de fonds (10%) - ce qui nous permet de maintenir le lien avec les donateurs et donatrices, les sympathisants et sympathisantes - et aux frais de coordination et d'administration (7%).

Merci aux donatrices et donateurs, sympathisantes et sympathisants, paroisses, écoles, g**roupes de solidarité, militants et militantes** qui ont soutenu nos actions. Merci au Fonds Louise Liégeois qui soutient nos activités d'éducation.

Nous remercions chaleureusement la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la confiance qu'elle accorde à notre association et pour son appui financier.

Intégrité

Pour concrétiser en interne l'importance qu'Action Vivre Ensemble attache à l'intégrité, un ***Code éthique*** a été adopté et une ***Politique de signalement et traitement des plaintes*** mise en place.

Le *Code éthique* comporte notamment l'engagement d'Action Vivre Ensemble à prendre des mesures rapides, justes et appropriées pour répondre aux atteintes aux valeurs et principes définis dans cet instrument juridique approuvé par le conseil d'administration du 3 mars 2020 (et mis à jour en juin 2021). Toute partie prenante interne ou externe a le devoir de **signaler immédiatement toute suspicion, inquiétude et/ou fait de violation de ce code**. Pour ce faire, elle se conforme à la *Politique de signalement et traitement des plaintes* mise en place (également depuis le 3 mars 2020).

Rapport du Gestionnaire de Traitement des Plaintes

Dans ce contexte, **un Gestionnaire de Traitement des Plaintes (GTP)** a été désigné, en juin 2020, en la personne de Me Jacques LAFFINEUR, avocat au Barreau de Bruxelles, qui est **le garant du traitement des plaintes** depuis leur réception jusqu'à la convocation du Comité de Traitement des Plaintes (CTP) et la proposition d'un plan (confidentiel) d'action dont le GTP coordonne la mise en œuvre et rend compte dans un rapport d'enquête final.

Au terme de l'année 2022, **aucun signalement ou plainte n'a été porté à l'attention du GTP**.

In Memoriam

Notre collègue Paul Rixen décédé inopinément

Professeur de religion à mi-temps à l'Institut Notre-Dame de Malmedy, il avait longtemps été un bénévole de nos associations. Avant, il y a une vingtaine d'années, de rallier dans le rôle taillé sur mesure pour ses talents le pôle des animateurs et animatrices régionaux en province de Liège. Paul avait vécu passionnément quelque temps au Brésil où, au contact des personnes les plus pauvres, il avait aiguisé son sens des combats pour plus de justice, son regard critique, son travail d'animation, sa forme de militance et d'engagement en lien avec sa foi en Jésus-Christ. *« La foi,* disait-il, *c'est rencontrer Dieu dans le visage de l'autre, particulièrement dans le visage du petit, du pauvre, de l'opprimé. »*

Il ne sera plus avec nous main sur le cœur, optimisme et guitare en bandoulière à la prochaine manifestation pour le refus de la misère à Namur, à la prochaine marche pour le climat, à la prochaine soirée de sensibilisation en province de Liège. Mais puissent sa joie, son enthousiasme, son espérance nous porter et nous inspirer longtemps encore.

ACTION VIVRE ENSEMBLE
N° d'entreprise : BE 0468.058.256

Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles
T. 02 227 66 80 | info@vivre-ensemble.be
ANTENNES RÉGIONALES Bruxelles, Eupen, Marchienne-au-Pont, Namur, Libramont, Liège, Wavre

Contact donateurs et donatrices : 02 227 67 09
Contact legs et testaments : 0490 57 97 47

www.vivre-ensemble.be

Suivez l'actualité d'Action Vivre Ensemble au quotidien

Faites un don en ligne via le QR code
ou par virement bancaire sur le compte
BE91 7327 7777 7676.
Don fiscalement déductible à partir de 40€. Merci.

FSC
www.fsc.org
MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C012447

Éd. responsable : Axelle Fischer - rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles. Crédits photos : Action Vivre Ensemble (sauf mention)

Contre la pauvreté, je choisis la SOLIDARITÉ !